

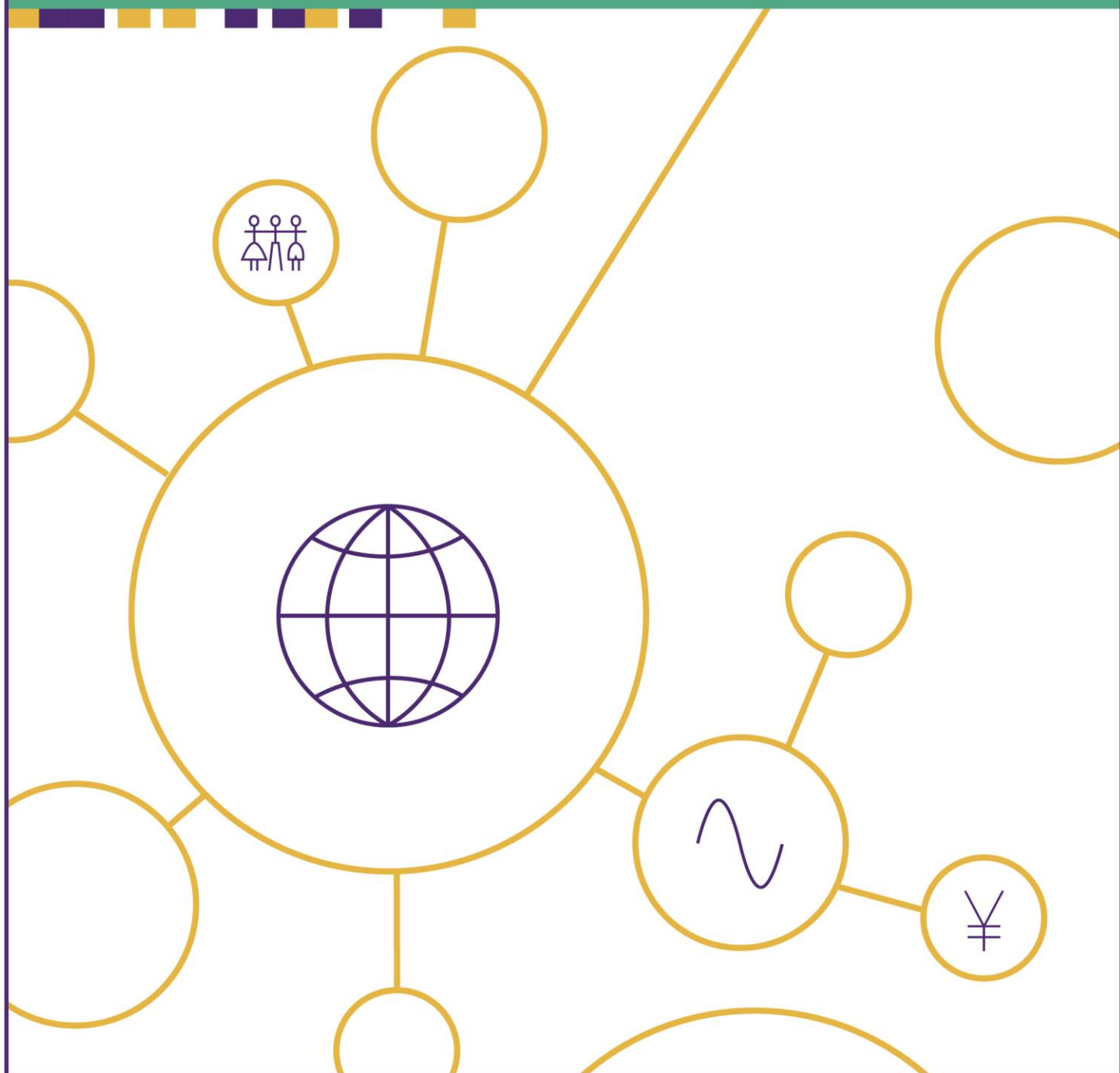


horizons

OBSERVATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GÉOSTRATÉGIE

L'AVENIR DE L'ASIE : IMPLICATIONS POUR LE CANADA

L'AVENIR de L'ASIE →



Gouvernement
du Canada
Horizons de politiques
Canada

Government
of Canada
Policy Horizons
Canada

Canada

Table des matières

INTRODUCTION	1
PRINCIPAUX CHANGEMENTS EN ASIE (INSIGHTS)	3
L'ASIE IMPOSE SON INFLUENCE SUR L'ORDRE MONDIAL	3
MUTATION DE L'ARCHITECTURE RÉGIONALE	3
NORMES ET INTÉRÊTS CONCURRENTS EN MATIÈRE DE COMMERCE RÉGIONAL	5
RÔLE DE L'ASIE DANS LA MODIFICATION DE L'ÉQUILIBRE MILITAIRE	6
L'EXTENSION FORCÉE DU CONCEPT DE SÉCURITÉ EN ASIE	9
NOUVELLES MENACES QUI ÉBRANLENT LA CONCEPTION TRADITIONNELLE DE LA SÉCURITÉ	9
DÉROUTE DES ÉTATS ET INSTABILITÉ RÉGIONALE	10
DÉPLACEMENT DANS LE CYBERESPACE DE LA BATAILLE POUR L'ACCESSION À LA SUPRÉMATIE GÉOSTRATÉGIQUE	11
TENSIONS ET COMPROMIS DANS UN CONTEXTE DE PÉNURIE DE L'EAU	12
L'INFLUENCE DE LA RÉVOLUTION URBAINE SUR LES RELATIONS DIPLOMATIQUES	14
RÔLE ESSENTIEL DES VILLES ASIATIQUES DANS L'EXERCICE DE LA PUISSANCE DOUCE DANS LA RÉGION	14
DÉFIS ET OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES POUR LE CANADA	16
LE TEMPS OU JAMAIS D'INFLUENCER L'AVENIR	17
ADAPTATION EN SOUPLESSE AUX RÉGIMES COMMERCIAUX CONCURRENTS	17
ENGAGEMENT MILITAIRE DU CANADA EN ASIE	18
GESTION DE LA COMPLEXITÉ À L'ÈRE DE LA CONVERGENCE DES MENACES POUR LA SÉCURITÉ	19
ENGAGEMENTS STRATÉGIQUES EN RÉPONSE AUX INSTABILITÉS RÉGIONALES	19
PROTECTION DE LA CYBERSÉCURITÉ DANS LA NOUVELLE ÈRE NUMÉRIQUE	20
RUÉE VERS L'OR BLEU – L'EAU EN TANT QU'AVANTAGE STRATÉGIQUE DU CANADA	21
HARMONISATION DES PROGRAMMES POUR PROMOUVOIR LE RÔLE STRATÉGIQUE DU CANADA EN ASIE	22
RÉFÉRENCES	23

AVIS AU LECTEUR

La présente étude prospective du groupe de travail sur la géostratégie explore les principaux changements à l'œuvre en Asie, ainsi que les défis et les opportunités stratégiques qu'ils entraînent pour le Canada. Ces principaux changements sont présentés sous la forme d'insights mettant en lumière les progrès, en cours et prévus, qui sont susceptibles de modifier sensiblement le système à l'étude. Ces insights nous aident à approfondir notre compréhension de l'évolution d'une question ou d'un système, ainsi que des répercussions possibles. Par défi ou opportunité stratégique, on entend toute question qu'il n'est pas possible d'aborder dans le cadre des politiques et des institutions actuelles. L'inventaire, l'analyse, la discussion et la clarification des défis et des opportunités permettent aux décideurs d'élaborer des stratégies solides.

Le processus de prospective d'Horizons prévoit en outre l'examen de scénarios plausibles et la formulation d'hypothèses solides. Ceux-ci sont présentés dans le MetaScan *L'avenir de l'Asie*, de pair avec les insights globaux, les défis et les opportunités stratégiques rattachés à chacun des quatre groupes de travail à l'étude (sur l'économie, sur l'énergie, sur la géostratégie et sur les questions sociales).

Les principaux changements, les défis et les opportunités stratégiques qui pourraient en découler sont présentés dans un esprit audacieux dans le but de susciter une réflexion des fonctionnaires sur l'avenir. L'intention n'est pas de présenter la nature la *plus probable* du changement en Asie ou de ses répercussions sur le Canada, mais plutôt de proposer des évolutions plausibles qui méritent réflexion. Bien que de nombreux fonctionnaires de plusieurs ministères fédéraux aient participé et contribué aux travaux de la présente étude, le rapport ne reflète pas forcément leurs points de vue personnels ou ceux de leur organisme d'attache.

PH4-151/2015F-PDF

978-0-660-03322-8

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2015



Introduction

L'Asie se distingue par le profond contraste qui existe entre son système bien enraciné d'États-nations distincts et sa forte connectivité avec l'économie mondiale. D'un côté, ce paradoxe permet de comprendre en grande partie les nombreuses tensions latentes entre les États et, d'un autre côté, il illustre le désir d'une meilleure intégration des économies à l'échelle régionale et mondiale. La recherche de mesures consensuelles pour aplanir les divergences et favoriser le développement économique est devenue la préoccupation première des géostratégies asiatiques.

Des changements importants en matière d'économie, de défense et de sécurité dans la région et au-delà ont fait de l'Asie une puissance géopolitique. Les efforts déployés par les pays asiatiques pour améliorer l'intégration économique et la coopération en matière de sécurité pourraient redéfinir la dynamique géopolitique de la région et du monde dans les 10 à 15 prochaines années. De plus, les investissements importants de ces pays dans la modernisation de leurs forces terrestres, maritimes, aériennes et spatiales pourraient faire basculer l'équilibre militaire régional et mondial dans les prochaines années.

En parallèle, la croissance et la convergence rapides des menaces non traditionnelles pour la sécurité pourraient inquiéter les gouvernements asiatiques. Ils devront notamment composer avec les problèmes de cybersécurité, l'insécurité liée à l'alimentation et à l'eau, les catastrophes liées au climat et les désastres naturels, et l'arrivée de groupes extrémistes et de groupes criminels de plus en plus interconnectés. La recherche de solutions pour limiter les perturbations possibles mettra à l'épreuve la capacité de coopération des gouvernements et des parties non gouvernementales de l'Asie, car ces menaces peuvent transgresser les frontières internationales.

La présente étude, loin d'être exhaustive, inventorie et explore les principaux changements géostratégiques survenus en Asie afin de mieux comprendre leurs répercussions sur les politiques canadiennes en matière d'affaires étrangères, de défense et de sécurité des 10 à 15 prochaines années.

Le tableau qui suit résume les principaux changements géostratégiques (insights) qui façonnent l'Asie, ainsi que les défis et les opportunités stratégiques qui pourraient en découler pour le Canada et qui font l'objet de la présente étude.

PRINCIPAUX CHANGEMENTS GÉOSTRATÉGIQUES EN ASIE (INSIGHTS)

MUTATION DE L'ARCHITECTURE RÉGIONALE : Les efforts déployés pour établir des institutions panasiatiques et favoriser l'intégration au profit d'un éventail d'intérêts communs pourraient conférer à l'Asie un rôle central dans le remodelage de l'ordre mondial.

NORMES ET INTÉRÊTS CONCURRENTS EN MATIÈRE DE COMMERCE RÉGIONAL : La multiplication des accords commerciaux régionaux risque de précariser les normes et les régimes mondiaux, et de donner naissance à un enchevêtrement complexe d'accords bilatéraux, spécialisés et régionaux sur le commerce.

RÔLE PERTURBATEUR DE L'ASIE DANS L'ÉQUILIBRE MILITAIRE : L'accroissement des budgets de la défense et des achats de matériel militaire en Asie, et le déclin perçu de l'influence régionale des États-Unis risquent de déstabiliser l'environnement géopolitique de la région.

NOUVELLES MENACES QUI ÉBRANLENT LA CONCEPTION TRADITIONNELLE DE LA SÉCURITÉ : Il n'est pas certain que tous les gouvernements asiatiques pourront faire face aux menaces pour la sécurité non traditionnelles de plus en plus complexes et s'additionnant de manière inédite, ce qui pourrait nuire à la stabilité régionale.

DÉRROUTE DES ÉTATS ET INSTABILITÉ RÉGIONALE : Le risque croissant de chute des États et d'anarchie dans plusieurs pays asiatiques à l'équilibre précaire pourrait provoquer des désordres dans la région et faire surgir des conflits entre de grandes puissances.

DÉPLACEMENT VERS LE CYBERESPACE DE LA BATAILLE POUR L'ACCESSION À LA SUPRÉMATIE GÉOSTRATÉGIQUE : La transformation du cyberspace en un nouveau terrain privilégié d'espionnage et d'affrontement militaire risque de morceler et de précariser le Web, au détriment des transactions financières et du commerce en ligne.

TENSIONS ET COMPROMIS DANS UN CONTEXTE DE PÉNURIE DE L'EAU : Les pénuries en eau prévues de longue date en Asie pourraient rapidement atteindre des proportions critiques, susciter des conflits et avoir de graves conséquences pour les secteurs de l'agriculture, des pêches et de la production d'énergie.

RÔLE ESSENTIEL DES VILLES ASIATIQUES DANS L'EXERCICE DE LA PUISSANCE DOUCE DANS LA RÉGION : La formidable croissance des villes asiatiques et la gestion proactive de leur « puissance douce » modifient les rapports diplomatiques dans la région.

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES POUR LE CANADA

LE TEMPS OU JAMAIS D'INFLUENCER L'AVENIR : Il reste peu de temps au Canada pour influencer l'établissement d'institutions et d'une architecture régionale en Asie avant qu'elles commencent à bousculer les normes et les pratiques mondiales.

ADAPTATION EN SOUPLESSE AUX RÉGIMES COMMERCIAUX CONCURRENTS : Devant l'absence d'une volonté internationale de conclure un accord multilatéral global sur le commerce, la meilleure façon pour le Canada de profiter d'une libéralisation des échanges consiste probablement à conclure des accords de libre-échange.

ENGAGEMENT MILITAIRE DU CANADA EN ASIE : Le Canada sera peut-être obligé de consolider ses partenariats militaires et en sécurité avec les pays asiatiques qui lui permettront de promouvoir et de préserver ses intérêts dans la région.

GESTION DE LA COMPLEXITÉ À L'ÈRE DE LA CONVERGENCE DES MENACES POUR LA SÉCURITÉ : La prolifération et la convergence des menaces pour la sécurité pourraient entraîner des conséquences en cascade, et faire en sorte qu'il sera extrêmement difficile pour les décideurs canadiens d'anticiper les dérèglements possibles en Asie et de prendre des décisions éclairées en temps opportun.

ENGAGEMENT STRATÉGIQUE EN RÉPONSE AUX INSTABILITÉS RÉGIONALES EN ASIE : Le Canada sera peut-être forcé de concevoir une stratégie globale, durable et exhaustive d'engagement en Asie qui soit souple, novatrice et adaptée au contexte.

PROTECTION DE LA CYBERSÉCURITÉ DANS LA NOUVELLE ÈRE NUMÉRIQUE : L'interdépendance croissante au sein du cyberunivers risque d'exacerber la vulnérabilité et l'exposition au risque de secteurs stratégiques, et exigera de nouveaux modèles de gouvernance.

RUÉE VERS L'OR BLEU – L'EAU EN TANT QU'AVANTAGE STRATÉGIQUE DU CANADA : Grâce à ses abondantes réserves hydriques, le Canada pourrait contribuer à combler les besoins commerciaux, industriels et essentiels des pays asiatiques, ce qui constituerait un avantage stratégique pour le pays.

HARMONISATION DES PROGRAMMES POUR PROMOUVOIR LE RÔLE STRATÉGIQUE DU CANADA EN ASIE : La disparité entre les perceptions des décideurs à tous les échelons, des intervenants et des citoyens canadiens risque de polariser les visions de l'engagement du Canada en Asie.



Principaux changements en Asie (insights)

L'ASIE IMPOSE SON INFLUENCE SUR L'ORDRE MONDIAL

L'apparition de nouvelles institutions économiques panasiatiques, ainsi que de nouveaux accords sur le commerce et la sécurité risquent de bousculer le système de gouvernance mondial en offrant des tribunes et des modèles autres que les structures institutionnelles, les relations et les normes établies par l'Occident.

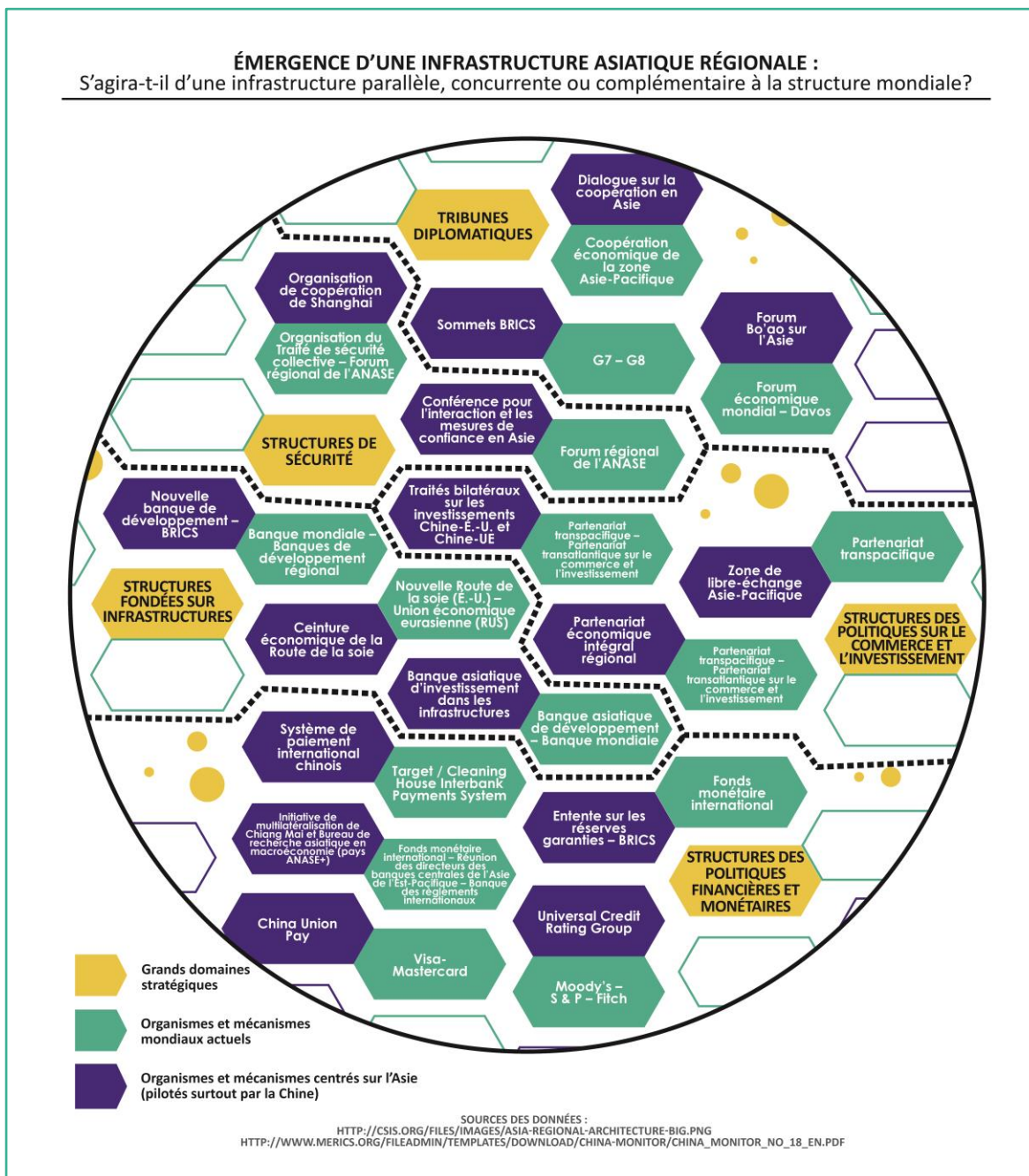
Mutation de l'architecture régionale

Les efforts déployés pour établir des institutions panasiatiques et favoriser l'intégration au profit d'un éventail d'intérêts communs pourraient conférer à l'Asie un rôle central dans le remodelage de l'ordre mondial. Des projets axés sur l'intégration économique sont déjà très avancés. L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)¹ poursuit son travail de renforcement de l'intégration économique au sein du groupe et à l'échelle de la région, jouant ainsi un rôle clé dans l'émergence d'un nouvel ordre multilatéral en Asie-Pacifique². La Chine s'emploie aussi à améliorer la connectivité dans la région. Par exemple, des investissements dans la [ceinture économique de la Route de la soie](#) et la promotion de ce projet permettraient de connecter des parties importantes de l'Asie à l'Europe de l'Est³. Par ailleurs, de nouvelles institutions régionales centrées sur l'Asie voient le jour, comme la [Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures \(BAII\)](#). La Chine, désireuse d'accroître son ascendant sur la région, est aux commandes de plusieurs initiatives panasiatiques (la figure 1 présente la nouvelle infrastructure régionale de l'Asie)⁴.

De même, la coopération continue sur différentes questions de sécurité pourrait permettre à l'Asie d'établir des bases solides de coopération en matière de diplomatie et de sécurité, par l'intermédiaire entre autres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA). Plusieurs voix se sont élevées pour réclamer l'établissement d'une architecture multilatérale régionale (c.-à-d. le [concept de la sécurité asiatique](#)) fondée sur les besoins collectifs et l'expérience de l'Asie, et laissent entrevoir une volonté de trouver des solutions régionales à des problèmes régionaux⁵. Certaines de ces institutions excluent d'emblée les pays occidentaux, mais d'autres sont plus inclusives (par exemple, le

Sommet de l'Asie de l'Est, les réunions élargies des ministres de la Défense de l'ANASE, la Coopération économique de la zone Asie-Pacifique).

Figure 1



Étant donné l'influence grandissante qu'exercent les pays asiatiques dans les affaires mondiales, la nouvelle architecture régionale pourrait offrir des tribunes indépendantes des institutions internationales nées en Occident. Il pourrait découler de cette mutation

un élargissement ou une redéfinition du consensus autour des valeurs, des normes, des règles et des principes qui cimentent l'ordre mondial (par exemple, des approches plus technocratiques de la gouvernance pourraient être mises de l'avant et empiéter sur les principes de non-ingérence, ou des approches collectivistes des droits individuels pourraient être encouragées)⁶. Comme les nouveaux rôles exercés par la Chine et l'Inde (passant peu à peu de pays qui subissent les règles à pays qui les font) risquent de se refléter sur leurs attentes, l'influence croissante de l'Asie dans le monde pourrait se répercuter, directement ou non, sur les conventions en matière de droits de la personne, les traités de sécurité, la réglementation internationale et les protocoles sur les échanges. Nous pourrions voir émerger un régime de normes internationales ancré sur le pragmatisme et l'intérêt personnel plutôt que sur l'idéalisme et les libertés individuelles, possiblement au détriment de la primauté du droit international sur le droit national. Étant donné le rôle croissant des principaux pays asiatiques dans le remodelage des normes mondiales, il n'est pas impossible que le soutien institutionnel et financier devienne un instrument d'influence et de contrôle politiques. Il faut s'attendre également à ce que les tentatives des grandes puissances asiatiques pour dominer et façonner les nouvelles institutions régionales exacerbent les tensions.

Normes et intérêts concurrents en matière de commerce régional

La multiplication des accords commerciaux régionaux risque de précariser les normes et les régimes internationaux et de donner naissance à un enchevêtrement complexe d'accords bilatéraux, spécialisés et régionaux sur le commerce. L'Asie est au cœur d'une chaude lutte dont l'enjeu est la refonte des normes et des régimes mondiaux sur le commerce. L'Asie devient peu à peu le pivot du commerce international et s'approprie une part croissante des échanges mondiaux. Devant l'impasse persistante au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de nombreux pays considèrent que les accords de libre-échange bilatéraux et régionaux constituent des instruments plus prometteurs aux fins de la libéralisation du commerce. Des dissensions ont toutefois éclaté entre les pays développés et en développement quant à la forme que devrait prendre l'architecture commerciale mondiale. Les économies évoluées comme celles des États-Unis militent en faveur d'accords commerciaux ambitieux, qui reflètent la montée des chaînes de valeur mondiales et traitent d'un éventail élargi d'enjeux, y compris les barrières non tarifaires et réglementaires « au-delà de la frontière ». Certains pays émergents, dont la Chine, bousculent cependant le modèle traditionnel des accords de libre-échange en prônant l'adoption d'accords commerciaux plus restreints quant à leur portée et à leurs visées, qui excluent les secteurs plus sensibles.

Par exemple, le Partenariat transpacifique (PTP), qui comporte des dispositions détaillées sur les sociétés d'État et les droits de propriété intellectuelle, s'oppose directement au modèle de développement chinois, fondé sur le capitalisme d'État, en imposant des réformes axées sur le marché. Comme modèle de rechange au PTP, la Chine et les pays de l'ASANE ont créé le Partenariat économique intégral régional (RCEP), dont les États-Unis sont exclus. La coexistence de ces accords peut s'avérer problématique pour les pays participant à la fois au RCEP et au PTP, dont le Japon, la Malaisie, Singapour et le Vietnam, en raison des divergences possibles entre certaines dispositions sur les échanges, ainsi qu'entre les paradigmes et les allégeances géopolitiques⁷. [La Chine a récemment entrepris des démarches](#) pour rétablir la zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique, dans le but surtout d'empêcher que le PTP jette les bases de l'intégration régionale du commerce et de l'économie, et de se positionner comme l'égal des États-Unis dans tout accord commercial régional concernant la zone Asie-Pacifique⁸. Ce chevauchement des blocs commerciaux déroge au principe de la nation la plus favorisée et compromet bien plus qu'il ne les favorise les tentatives pour renforcer l'intégration à l'échelle mondiale. Dans les prochaines années, cette impasse pourrait favoriser les échanges entre les pays en développement, au détriment des États-Unis et de l'Occident. Il pourrait en résulter que les exportateurs nord-américains et européens se sentent de plus en plus astreints à signer des accords commerciaux moins ambitieux pour préserver leur accès au marché.

Rôle de l'Asie dans la modification de l'équilibre militaire

L'accroissement des budgets de la défense et des achats de matériel militaire en Asie, et le déclin perçu de l'influence des États-Unis dans la région risquent de complexifier, voire de déstabiliser l'environnement géopolitique de la région. Mondialement, des investissements dans la recherche, la conception et le développement dans le secteur militaire ont accéléré les innovations liées aux véhicules aériens, terrestres et maritimes sans pilote, à la robotique, à l'armement orbital, à la biotechnologie et à la nanotechnologie, à la défense antimissiles balistiques, ainsi qu'aux armes laser et à l'impulsion électromagnétique⁹. Par conséquent, l'avantage comparatif en technologie des États-Unis sur d'autres pays est en train de diminuer¹⁰. Ce phénomène est accéléré par l'innovation technologique dans le domaine militaire qui se déplace vers le secteur privé, avec la prochaine génération de technologies à double usage qui devient disponible à un plus grand nombre d'États, d'organisations et d'individus¹¹. Des pays asiatiques, notamment la Chine et l'Inde, pourraient intégrer ces technologies à leurs structures de défense et à leurs stratégies de sécurité, ce qui pourrait [renverser l'équilibre des forces qui règne depuis longtemps dans la région](#). Par exemple, l'évolution de la technologie radar (plateformes d'interdiction d'accès de zone) et des capacités maritimes et sous-

marines pourraient permettre à des pays asiatiques d'affaiblir, de nier, voire de contrer les avantages traditionnels des États-Unis en matière de technologies militaires furtives¹². Les avancées dans le domaine du traitement informatique (rapidité accrue de la collecte et de l'analyse des données), ainsi que de l'armement antisatellites, capable de détruire des satellites civils et militaires en orbite, pourraient jouer un rôle similaire dans le rééquilibrage des capacités de commande et de contrôle militaires entre la Chine, l'Inde et les États-Unis¹³.

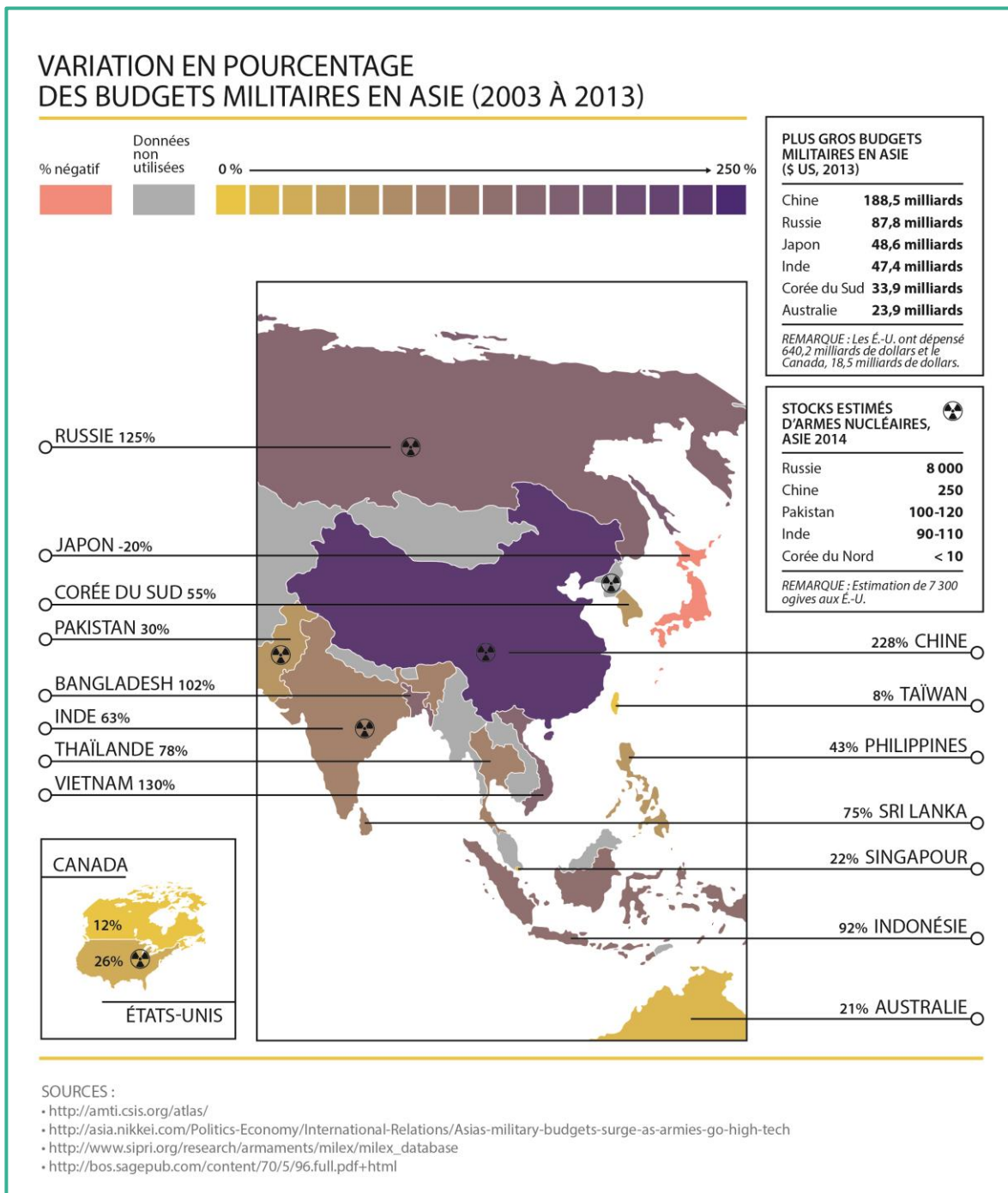
CAPSULE VISIONNAIRE : Nouvelle publiée dans le *New York Herald* (6 janvier 2031)

NEW YORK – Le sort de Taïwan a été scellé ce matin après le rejet de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU enjoignant la Chine à retirer ses forces militaires du territoire de l'État insulaire. La résolution faisait face au veto assuré de la Chine et à un large consensus quant à son rôle tout au plus symbolique d'appui au gouvernement de Taipei en exil. Néanmoins, l'abstention des États-Unis a créé toute une surprise. « Notre capacité à renverser les gains de la Chine à Taïwan est limitée, a déclaré l'ambassadeur américain à l'ONU, mais nous envisageons des sanctions judicieuses et sévères pour convaincre la Chine de mettre fin à une campagne qui bafoue manifestement le droit international. » Comme il fallait s'y attendre, l'administrateur général nouvellement dépêché par la Chine à Taïwan a salué la décision du Conseil de sécurité et a réitéré l'invitation lancée aux États-Unis d'assister au Sommet sur les progrès qui aura lieu le mois prochain à Hong Kong. « La grande réunification de la Chine, a-t-il ajouté, profitera à tous. Nous invitons le président américain à saisir la main que nous lui tendons et à nous aider à donner à l'Asie un nouveau départ. » Le démantèlement de Taïwan a toutefois secoué les derniers alliés des États-Unis dans la région. Le Japon et l'Australie ont réaffirmé leur engagement à l'égard du Pacte de défense mutuelle dans le Pacifique et accéléré la mise en service d'un second porte-avions exploité conjointement. Singapour a quant à lui annoncé son intention de se désolidariser du Traité de non-prolifération dès l'an prochain.

Il serait étonnant que l'une des grandes puissances asiatiques améliore ses capacités militaires au point de détrôner les États-Unis ou l'OTAN sur le plan technique (voir la figure 2 pour le détail des budgets et des dépenses militaires en Asie). Cela dit, il leur serait tout à fait possible de constituer une puissance suffisante pour bousculer l'environnement géostratégique de l'Asie¹⁴. Des pays asiatiques pourraient même envisager de défier la suprématie des États-Unis et d'étendre leur puissance militaire au-delà de leur territoire en construisant des bases à l'étranger et des infrastructures dans des eaux étrangères (la Chine a déjà investi dans les terminaux portuaires de conteneurs de Hambantotat et de Colombo South, au Sri Lanka, ainsi que dans les ports de Gwadar, au Pakistan, et de Chittagong, au Bangladesh. L'Inde a pour sa part acquis des intérêts stratégiques dans les îles Andaman et Nicobar, de même que dans le port de Chabahar, en Iran)¹⁵. L'accroissement de la capacité et de l'affirmation militaires de l'Asie et le déclin

relatif de l'influence des États-Unis dans la région pourraient obliger certains pays asiatiques à revoir leurs mesures de sécurité et leurs alliances bilatérales et multilatérales, ce qui complexifierait l'équilibre militaire déjà difficile et fragile de la région¹⁶.

Figure 2



L'EXTENSION FORCÉE DU CONCEPT DE SÉCURITÉ EN ASIE

Les menaces non traditionnelles qui pèsent sur l'Asie, d'ordre physique aussi bien que virtuel, ébranlent les notions établies de puissance et de contrôle de l'État, et exigent une interprétation plus globale de la notion de sécurité.

Les menaces non traditionnelles ébranlent la conception traditionnelle de la sécurité

Il n'est pas certain que tous les gouvernements asiatiques pourront faire face aux menaces pour la sécurité non traditionnelles de plus en plus complexes et à leur manière inédite de se conjuguer, ce qui pourrait nuire à la stabilité régionale et perturber le développement économique mondial. Les menaces complexes pour la sécurité en Asie (insurrections, corruption endémique, crime organisé, terrorisme, radicalisation, migrations irrégulières, mouvements de capitaux illicites, pauvreté enracinée, pénuries d'eau, de nourriture et d'énergie, pandémies) prolifèrent à un rythme sans précédent et convergent de manière imprévisible. Les interactions non linéaires de ces menaces apparemment indépendantes sont extrêmement difficiles à mesurer et à interpréter, même pour des analystes aguerris en matière de sécurité et de politiques. À titre d'exemple, la prolifération de la technologie des drones et des communications chiffrées conjuguée aux technologies d'impression 3D permettant de produire des armes automatiques risquent d'exacerber les conflits en donnant aux réseaux terroristes et criminels des moyens accrus d'étendre leur puissance sur tout le continent asiatique¹⁷. De plus, l'évolution de ces menaces « hybrides » pourraient signifier que les gouvernements asiatiques devront se concentrer sur les défis en matière de sécurité nationale à l'intérieur des villes, en plus du conflit entre États¹⁸. En outre, [l'hyperconnectivité des services financiers internationaux](#) risque également d'encourager le phénomène des saisies de terres illicites, la destruction d'écosystèmes fragiles et la saisie illégale de biens publics. Par exemple, on estime que les flux financiers illicites auraient fait perdre à l'Asie 2,6 milliards de dollars de 2003 à 2012¹⁹. Des milliers de fonctionnaires corrompus ont déjà migré avec leur famille vers certains pays de prédilection où ils ont créé des « bulles » immobilières et participé à d'autres formes de spéculation économique²⁰.

On craint de plus en plus que certains gouvernements soient submergés par les effets cumulatifs des menaces actuelles et futures, particulièrement dans les villes asiatiques en explosion, et qu'ils soient forcés de changer leur conception de la sécurité et de la pensée stratégique pour l'adapter à la nouvelle réalité. Plusieurs mégavilles asiatiques, dont Dhaka, Kolkata (anciennement Calcutta), Mumbai et Chennai sont déjà exposées à des

risques d'[événements climatiques extrêmes](#) qui pourraient entraîner le déplacement de dizaines de millions de personnes d'ici au milieu du siècle²¹. Ces régions, où les zones de gouvernance peuvent se chevaucher, devront revoir leurs politiques de sécurité afin d'y intégrer une vision à long terme des questions comme le traitement durable des eaux usées, la décentralisation des réseaux d'énergie, l'équité des services d'éducation et de santé, ainsi que la durabilité environnementale, parallèlement à l'utilisation à court terme d'une force paramilitaire de coercition.

Déroute des États et instabilité régionale

Le risque croissant de chute des États et d'anarchie dans plusieurs pays asiatiques à l'équilibre précaire pourrait provoquer des désordres importants dans la région et faire surgir des conflits entre de grandes puissances. Le continent asiatique compte [onze États parmi les plus fragiles dans le monde](#) (dont l'Afghanistan, le Pakistan, la Corée du Nord, le Bangladesh, le Sri Lanka et l'Ouzbékistan), dans lesquels vivent plus de 570 millions de personnes. Deux de ces États possèdent une capacité d'armement nucléaire²². Les liens de plus en plus étroits entre l'[origine ethnique et la politique](#), l'accroissement de la puissance relative de joueurs violents indépendants de l'État et la marginalisation de certaines populations augmentent la probabilité que l'implosion d'un État aggrave l'instabilité régionale. Une guerre civile, des différends ethniques et la fragilité étatique peuvent favoriser la formation d'enclaves transfrontalières non gouvernées (par exemple, bloc Afghanistan-Pakistan-Ouzbékistan, ou Myanmar-Bangladesh-Népal), et éventuellement escalader jusqu'à la constitution de sous-régions d'instabilité prolongée (s'étendant par exemple du centre au sud-est de l'Asie)²³. La rupture du contrôle étatique donne du pouvoir aux seigneurs de guerre, aux militants et aux groupes ethniques ou tribaux, et favorise le marché noir d'armes pillées, y compris des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires²⁴. La contraction des pouvoirs et du contrôle des États sur les territoires et les frontières a pour conséquence l'accroissement des déplacements de populations, des violations des droits humains, de l'anarchie et de la criminalité²⁵. L'instabilité d'une région peut également entraîner une hausse de la piraterie et l'aggravation des tensions militaires entre les grandes puissances appelées en renfort pour lutter contre ces problèmes ou des problèmes analogues. La menace de désordre dans les États fragiles pourrait cependant inciter les puissances asiatiques à agir de manière concertée pour renforcer la stabilité des gouvernements les plus faibles.

Déplacement dans le cyberspace de la bataille pour l'accèsion à la suprématie géostratégique

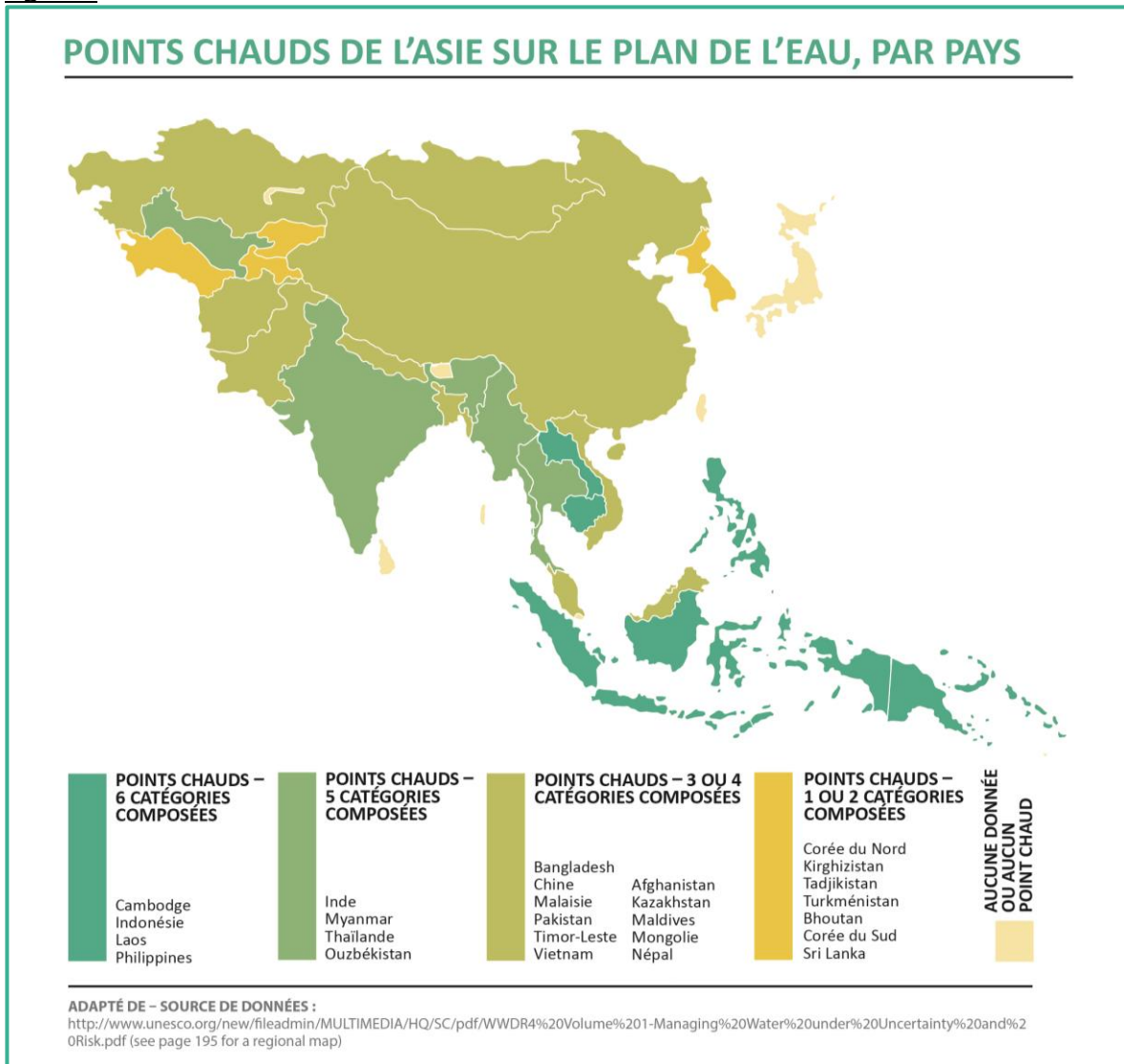
La transformation du cyberspace en un nouveau terrain privilégié d'espionnage et de conflits militaires entre États risque de morceler et de précariser le Web, au détriment des transactions commerciales et financières, et de ralentir au passage l'évolution du commerce électronique. Plusieurs pays asiatiques, dont la Chine, Taïwan, l'Australie, la Corée du Sud, la Corée du Nord, l'Inde et le Pakistan, ont mis en place des capacités appréciables en matière de guerre cybernétique²⁶. Par conséquent, on peut penser que les [moyens de guerre cybernétique](#) joueront un rôle déterminant dans les prochains conflits armés²⁷. Nous sommes peut-être en train d'assister à une nouvelle étape de l'histoire cybermilitaire, caractérisée par l'apparition de nouvelles cybervulnérabilités issues des technologies numériques et de l'Internet des objets, qui ouvrent la voie à de nouvelles formes de guerre économique et d'espionnage industriel, et favorisent l'émergence de moyens novateurs de s'attaquer aux infrastructures essentielles²⁸. La chute des coûts, la facilité d'accès et l'anonymat numérique peuvent aussi inciter des pays asiatiques moins puissants à adopter des comportements agressifs et prédateurs, malgré les investissements publics et privés continus dans les capacités de cyberdéfense. Par ailleurs, les capacités cyberoffensives de pirates informatiques privés, de sbires de l'État ou de « justiciers virtuels » progressent plus rapidement que les capacités défensives de certains États, et compliquent une situation déjà très précaire²⁹.

La coexistence de menaces externes et internes pourrait entraîner la « territorialisation » du cyberspace, caractérisée par les murs virtuels construits par les puissances asiatiques traditionnelles autour de leurs réseaux intérieurs afin de protéger la sécurité nationale et de maintenir la stabilité sociale³⁰. La construction de [cyberfortifications](#) et la création de réseaux intranets locaux iront à l'encontre des principes essentiels du réseau Internet (l'ouverture, la transparence, l'inclusivité) et, au bout du compte, compromettront la stabilité économique et financière internationale. La persistance des cyberincursions et des cyberattaques de haute voltige risquent aussi d'inciter les entreprises asiatiques à redoubler de prudence au point de restreindre les partenariats internationaux et les échanges électroniques, freinant ainsi encore plus la croissance économique³¹. Certains pays particulièrement vulnérables pourraient être tentés de fortifier leurs cyberdomaines, et même de refuser d'accorder des droits de « cybercitoyenneté », exacerbant ainsi les écarts de richesse, le fossé numérique et les litiges ethnosociaux³².

Tensions et compromis dans un contexte de pénurie de l'eau

Les pénuries en eau prévues de longue date en Asie pourraient rapidement atteindre des proportions critiques, susciter des conflits et entraîner de graves conséquences pour les secteurs de l'agriculture, des pêches et de la production d'énergie. L'eau est de plus en plus rare en Asie en raison de la pollution, des rejets illégaux de substances toxiques, de la consommation en hausse attribuable à l'urbanisation sauvage, de la mauvaise coordination des usages transfrontaliers, des changements climatiques et des demandes croissantes des secteurs énergétiques et industriels (la figure 3 indique les points chauds relatifs à l'eau)³³. Plusieurs pays asiatiques pompent les eaux souterraines à des rythmes intenable et ont déjà dépassé le « niveau d'eau de pointe », c'est-à-dire que la demande croissante dépasse la capacité des réserves. Avant longtemps, ces pays ne pourront plus maintenir les trajectoires actuelles de consommation et feront face à des tensions internes et externes de plus en plus fortes. La situation s'annonce particulièrement épineuse dans le centre et le sud de l'Asie³⁴. Les compromis que ces pays devront faire pour satisfaire les besoins en eau des secteurs agricoles, énergétiques et industriels les placeront devant des dilemmes stratégiques rattachés aux objectifs de croissance économique, car les gouvernements devront faire des choix difficiles entre les intérêts des utilisateurs et les objectifs nationaux concurrents pour optimiser la répartition de leurs maigres réserves hydriques. Les incidences de l'utilisation d'eau salée sur la qualité des sols pourraient soulever d'autres préoccupations liées à la sécurité alimentaire. Bien que de nouvelles technologies permettent de réduire les besoins en eau dans certains secteurs, l'incapacité d'obtenir de l'eau à bon marché pourrait modifier considérablement la dynamique économique et politique de la région en augmentant l'avantage relatif des pays en amont. Cet avantage pourrait devenir une autre source de conflits³⁵. On peut penser à la Chine qui, en construisant de multiples barrages sur le plateau tibétain, source des fleuves Brahmapoutre et Mékong, s'est mise en bonne position pour devenir le principal fournisseur d'eau pour 40 % de la population mondiale³⁶.

Figure 3



En Asie centrale, l'Ouzbékistan s'est insurgé contre les projets de barrage des pays en amont comme le Kirghizistan et le Tadjikistan, faisant valoir qu'ils pourraient être une source de conflits si jamais les exportations agricoles devaient souffrir des pénuries d'eau³⁷.

L'INFLUENCE DE LA RÉVOLUTION URBAINE SUR LES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Les villes asiatiques en pleine explosion, et dont certaines dépassent en taille plusieurs États, sont de véritables carrefours régionaux d'innovation et de développement qui pourraient transformer les relations économiques et diplomatiques.

Rôle essentiel des villes asiatiques dans l'exercice de la puissance douce dans la région

La formidable croissance des villes asiatiques et la gestion proactive de leur « puissance douce » modifient les rapports diplomatiques dans la région. On trouve en Asie 16 des 28 [mégavilles](#) (plus de 10 millions d'habitants) de la planète, dont la moitié en Inde et en Chine³⁸. Les leaders municipaux sont très proactifs lorsqu'il s'agit de tirer profit de la « puissance douce » de leur ville (identité, patrimoine architectural, qualité de vie, diversité sociale, tourisme, sports, alimentation, défense des droits civiques) afin d'attirer à la fois des investissements étrangers et les penseurs les plus créatifs du monde. Ainsi, au cours de la prochaine décennie, la Chine pourrait compter 29 des 75 villes les plus dynamiques de la planète (caractérisées par une infrastructure intelligente et une économie axée sur les connaissances), dont 4 des 5 premières³⁹. L'influence interurbaine s'inscrit comme l'un des principaux moteurs de changement économique, politique et social en Asie. Divers réseaux de villes se sont créés sans appui national officiel, et les autorités municipales sont souvent aux commandes de délégations commerciales et exercent une grande influence dans les débats stratégiques internationaux⁴⁰. Par exemple, des villes indiennes et chinoises ont leurs propres bureaux non diplomatiques à l'étranger, dont le mandat est d'attirer des touristes et des investissements^{41, 42}.

Les villes ont de plus en plus d'intérêts dans les questions de droits de la personne, d'environnement et de sécurité non traditionnelle, et elles pourraient avoir de plus en plus d'influence sur les positions et les stratégies nationales. Ainsi, le réseau des 21 grandes villes asiatiques (Asian Network of Major Cities 21 – ANMC21) pilote des projets conjoints sur des questions aussi variées que la gestion de crise, la détérioration de l'environnement et le développement industriel. Ces ententes informelles nous permettent de penser que la concurrence traditionnelle entre les pays pourrait être tempérée par des modèles de gouvernance plus coopératifs liant les villes de différents pays, malgré la grande diversité des réseaux urbains. À mesure que les avantages réciproques de la diplomatie interurbaine traverseront les frontières nationales, les modèles de gouvernance asiatique par excellence, comme le [consensus de Singapour](#),

perdront du terrain⁴³. À l'instar des petits pays asiatiques qui font jouer leur « puissance douce » pour rehausser leur importance par rapport à leurs puissants voisins, de grandes villes telles que Tokyo, Séoul, Shanghai, Chengdu et Hong Kong pourraient faire en sorte de restreindre la portée des actions indépendantes de leurs gouvernements nationaux.

CAPSULE VISIONNAIRE :

« Des villes flottantes se frottent à la politique internationale », *The International Maritime Observer* (31 août 2027)

Nous sommes en direct au large du Sri Lanka. La cinquième réunion annuelle de l'Association internationale des villes flottantes s'est terminée aujourd'hui au cœur de l'océan Indien sans qu'aucun communiqué officiel n'ait été diffusé. Les représentants des pays asiatiques ont protesté contre la motion présentée hier par les délégués de l'Union européenne, de la Russie et de l'Amérique du Nord à l'égard du processus de certification des dépôts d'arsenaux flottants. Les auteurs de la motion allèguent qu'il est impératif d'adopter des normes internationalement acceptées et applicables concernant les entreprises privées chargées d'assurer la sécurité de nombreuses villes flottantes. Les délégués asiatiques ont rejeté la motion en la qualifiant de tentative cynique d'ingérence des pays occidentaux dans les affaires internes de sécurité de l'Asie. Les représentants de l'Association des villes flottantes ont cru bon de rappeler leur statut de républiques distinctes. Ces villes souhaitent préserver leur autonomie dans l'arène politique internationale, la raison même pour laquelle leurs mandants ont quitté la terre ferme.



Défis et opportunités stratégiques pour le Canada

Les changements rapides que pourrait connaître l'Asie dans les 10 à 15 prochaines années poseront toutes sortes de défis au Canada, mais lui offriront également tout un éventail d'opportunités. La section qui suit met en lumière des opportunités et des défis qui pourraient s'avérer aussi inattendus que surprenants.

Le temps ou jamais d'influencer l'avenir

Il reste peu de temps au Canada pour influencer le développement d'institutions et d'une architecture régionales en Asie avant qu'elles commencent à bousculer les normes et les pratiques mondiales. Les 15 prochaines années seront probablement déterminantes au chapitre de l'établissement des normes et des institutions régionales sur lesquelles s'appuiera l'Asie pour devenir l'un des continents les plus influents. Le Canada a encore la possibilité d'influer sur ce processus en tirant profit de ses capacités spécifiques dans des domaines comme la gestion des ressources, les services financiers, la gouvernance, la protection de l'environnement et la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Il pourra ainsi étendre son influence et mieux protéger ses intérêts dans la région et la sphère élargie du G2 (Chine-États-Unis). Au-delà de la négociation d'accords commerciaux, le défi résidera dans l'affectation de ressources suffisantes pour soutenir l'engagement stratégique du Canada dans la région. Dans certains cas, le Canada devra sans doute faire de difficiles compromis pour préserver son ascendant. Il pourrait par exemple devoir dévier vers l'Asie des investissements financiers et diplomatiques prévus pour d'autres régions (l'Europe, le Moyen-Orient, les Amériques), ou s'ouvrir aux points de vue des pays asiatiques siégeant à titre d'observateurs au Conseil de l'Arctique en échange d'un accès aux marchés et d'occasions d'investissements lucratifs⁴⁴. De plus, on s'attend à ce que les puissances moyennes (Indonésie, Malaisie, Corée du Sud et Vietnam) jouent un rôle grandissant pour contrer l'influence des grandes puissances aux échelons régional et international. La collaboration avec ces puissances moyennes pourrait donner au Canada le tremplin dont il a besoin pour tirer avantage de ses capacités spécifiques, en vue d'influer sur la mise en place d'une nouvelle architecture géopolitique en Asie et d'améliorer ses relations bilatérales avec les pays de la région.

Adaptation en souplesse aux régimes commerciaux concurrents

Devant l'absence d'une volonté internationale de conclure un accord multilatéral global sur le commerce, la meilleure façon pour le Canada de profiter d'une libéralisation des échanges consiste probablement à conclure des accords de libre-échange, bien que ces accords mènent souvent à des résultats moindres en matière de libéralisation. Les accords de libre-échange dérogent au principe de la nation la plus favorisée, et peuvent entraîner le déplacement ou le détournement des échanges. Ils diffèrent également profondément sur le plan de la portée et de la qualité, et ils présentent des risques accrus de discordance au chapitre des règles et des procédures (par exemple, les règles d'origine) entre les accords de libre-échange eux-mêmes et entre ces derniers et le cadre multilatéral. Dans le contexte asiatique, le Canada doit faire preuve de souplesse afin de s'adapter à différents régimes commerciaux qui se chevauchent et qui peuvent avoir des visées différentes. Dans certains cas, un accord commercial d'envergure régionale pourrait se traduire par une diminution des barrières tarifaires et non tarifaires, ainsi que par une harmonisation entre des pays attrayants pour les entreprises canadiennes, qui pour l'instant ont du mal à faire des affaires dans une région de plus en plus diversifiée et complexe. Or, à défaut d'un cadre multilatéral élargi qui orienterait les négociations commerciales à l'échelle régionale en Asie, le Canada pourrait se voir confiner à un environnement fonctionnel où le modèle de la gestion « en étoile » prédomine, et dans lequel le ton et la portée des négociations sont établis par les gros joueurs comme la Chine et les États-Unis. Il sera important pour le Canada de démontrer une certaine souplesse afin d'adapter son modèle de négociation (actuellement fondé sur l'Accord de libre-échange nord-américain et le récent Accord économique et commercial global conclu avec l'Union européenne) à des conjonctures et des partenaires commerciaux différents, qui n'en sont pas tous au même point de leur développement.

Dans un même temps, la conclusion d'ententes régionales excluant le Canada (par exemple, le RCEP) pourrait obliger ce dernier à faire appel à des émissaires régionaux ou à des intermédiaires pour se mesurer à des pays de plus en plus influents, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui rivalisent d'ingéniosité pour tirer parti des possibilités offertes par l'Asie. Plusieurs pays asiatiques pourraient ouvrir leurs marchés à des entreprises canadiennes en échange d'un transfert de technologies. À long terme, cette pratique pourrait toutefois faire perdre à certaines industries canadiennes la totalité ou une partie de leurs parts de marché, parce que l'Asie les aura devancées grâce à ces transferts technologiques. Le Canada a le choix d'accepter ces compromis comme étant inévitables et de planifier en vue d'une diversification accrue du marché, ou il peut

renforcer la protection de la propriété intellectuelle et encourir le risque de perdre son accès aux marchés.

Engagement militaire du Canada en Asie

Le Canada sera peut-être forcé de consolider ses partenariats militaires et en sécurité avec les pays asiatiques qui lui permettront de promouvoir et de préserver ses intérêts dans la région. L'engagement militaire du Canada en temps de paix est relativement faible en Asie comparativement à d'autres régions. Malgré l'engagement de longue date du Canada dans les affaires touchant la sécurité et le maintien de la paix en Asie (notamment, la défense de Hong Kong, la guerre de Corée, les missions de l'ONU et de l'OTAN au Cambodge, au Timor-Oriental et en Afghanistan), il aurait peut-être intérêt à envisager et à établir de nouvelles relations et de nouvelles capacités pour rehausser l'efficacité de sa participation à d'éventuelles opérations humanitaires et de sécurité dans divers pays asiatiques. Le déséquilibre de l'engagement du Canada dans la région en matière commerciale, politique et de sécurité l'empêche d'y jouer un rôle stratégique. Le Canada court un risque de plus en plus grand d'être étiqueté comme un « parasite » en matière de sécurité régionale, qui profite de la stabilité offerte et préservée par les investissements américains, japonais, coréens et australiens.

Un engagement militaire accru contribuerait à resserrer les liens avec les armées asiatiques amies, à rehausser l'image du Canada dans la région, à démontrer sa détermination à faire avancer les questions d'intérêt commun, et à faciliter une intervention concertée en cas de crise humanitaire ou de catastrophe naturelle. Différentes avenues s'offrent au Canada. Notamment, sur le plan militaire, il pourrait détourner son attention de l'Europe et du Moyen-Orient pour chercher des occasions d'exploiter efficacement ses capacités, ses partenariats historiques (avec le « Groupe des cinq ») et sa relation privilégiée avec les États-Unis en vue de contribuer aux efforts multilatéraux en Asie. Il pourrait aussi explorer les possibilités d'investissement dans des exercices conjoints de sécurité, de formation ou de nature militaire avec des pays asiatiques choisis, qui mettraient en valeur les forces canadiennes (surveillance électronique, collecte et analyse de renseignements, force d'opérations spéciales, formation militaire, relations civilo-militaires, gestion de crise). En agissant dans le cadre ou en parallèle de partenariats existants en matière de défense et de sécurité, le Canada pourrait trouver des façons novatrices de nouer des liens avec des partenaires militaires non traditionnels en Asie, sans compromettre ses relations de sécurité historiques.

Gestion de la complexité à l'ère de la convergence des menaces pour la sécurité

La prolifération et la convergence des menaces pour la sécurité pourraient entraîner des conséquences en cascade (réseaux terroristes et criminels, migrations liées au climat, sécurité alimentaire et énergétique), et faire en sorte qu'il soit extrêmement difficile pour les décideurs canadiens d'anticiper les dérèglements possibles en Asie et de prendre des décisions éclairées en temps opportun. La méconnaissance du contexte de menace changeant en Asie pourrait compromettre les décisions stratégiques du Canada à l'égard des nouveaux risques et des nouvelles possibilités, de même que l'atteinte d'un consensus à des moments névralgiques. Les décideurs qui ont une piètre connaissance des menaces « hybrides », ou des « trajectoires des événements » qu'elles empruntent et recourent, peuvent avoir du mal à anticiper les changements de paradigme et à comprendre la manière dont les concepts traditionnels de sécurité évoluent. En situation de crise, la capacité décisionnelle pourrait être paralysée au Canada en raison des perceptions divergentes des menaces et des divergences d'opinions importantes concernant les domaines de compétence du fédéral. Par ailleurs, la réputation du Canada à titre de partenaire fiable et d'intervenant responsable en Asie risque d'être fortement ébranlée si ses interventions humanitaires, de sécurité et d'aide étrangère sont jugées insuffisamment efficaces, agiles ou résilientes. À mesure que les réseaux Canada-Asie continueront de s'étendre de manière inattendue et dans des domaines stratégiques inédits, les décideurs devront remettre en cause la pertinence des modèles de gouvernance actuels, ainsi que l'efficacité des structures organisationnelles conçues à l'origine pour un monde plus ordonné et plus prévisible.

Engagements stratégiques en réponse aux instabilités régionales

Le risque de déstabilisation d'une partie de l'Asie pourrait affaiblir les pays voisins. Pour éviter de telles conséquences, le Canada sera peut-être obligé de concevoir une stratégie globale, durable et exhaustive d'engagement en Asie qui soit souple, novatrice et adaptée au contexte. La progression en cascade de l'instabilité politique dans certaines parties de l'Asie pourrait obliger le Canada à redéfinir son rôle d'intervenant ponctuel dans la région afin de s'ériger en tant que partenaire fiable et permanent. Le recadrage majeur de son attention vers l'Asie exigera peut-être qu'il détourne son attention de l'Europe et redéploie ses ressources militaires, de gestion des catastrophes et de stabilisation dans l'Ouest canadien, ou encore qu'il prépositionne et maintienne ces actifs dans la région Asie-Pacifique. Même si la force militaire classique demeurera au centre de toute stratégie de gestion des catastrophes, il est à prévoir que les États intervenants se tourneront de plus en plus vers des solutions axées sur la « puissance

douce » (renforcement de la résilience des communautés, stratégies de lutte contre la corruption, consolidation de la sécurité alimentaire) pour remédier aux problèmes chroniques qui affaiblissent les communautés et les États. Le Canada devra peut-être nouer de nouveaux partenariats et consolider les plus anciens en s'appuyant sur des institutions établies ou nouvelles (telles la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, l'Organisation internationale pour les migrations) et sur des sociétés multinationales afin d'aider les intervenants asiatiques à renforcer la capacité de gouvernance et la résilience. Il reste que, dans un tel contexte, il pourrait s'avérer difficile de maintenir la cohésion stratégique au sein des bailleurs de fonds étrangers et entre eux. Le Canada et ses partenaires pourraient être confrontés à des dilemmes juridiques, politiques et éthiques concernant le moment de l'intervention, la partie au nom de laquelle l'intervention sera faite, son envergure, son dessein et les conditions précises de son déroulement. En outre, si la demande d'aide humanitaire excède la capacité des organismes d'aide régionaux et des organismes non gouvernementaux, le Canada devra adapter ses efforts et tenir compte du contexte afin de garantir leur efficacité. Il faudra sans doute accorder plus de pouvoirs décisionnels aux gestionnaires de programme de première ligne, car les problèmes propres à un contexte exigeront du Canada des approches ascendantes, souples et adaptables.

Protection de la cybersécurité dans la nouvelle ère numérique

L'interdépendance croissante du cyberunivers pourrait exacerber la vulnérabilité et l'exposition au risque de secteurs stratégiques, et exigera de nouveaux modèles de gouvernance. Un Internet gratuit et libre procure un environnement relativement peu coûteux et sûr pour la conduite d'un large spectre d'activités d'atténuation du risque et de collecte de renseignements⁴⁵. En l'absence de logiciels et de capacités de traçage à la fiabilité sans faille, ou de méthodes plus conventionnelles de renseignement qui permettent de remonter à la source d'une attaque, le Canada pourrait avoir du mal à intervenir efficacement dans un environnement de menace en constante évolution. Des accords de gouvernance multilatéraux comme celui de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), un organisme non gouvernemental américain, peuvent contribuer à atténuer quelque peu certaines cybermenaces. Il peut toutefois s'avérer très coûteux de maintenir des technologies à la fine pointe pour garantir une capacité de prévention adéquate. De plus, les protections (règles d'engagement reconnues internationalement en cas de cyberguerre) mises en œuvre aujourd'hui peuvent perdre rapidement de leur efficacité, sauf si des capacités de programmation évoluées (par exemple, programmation logicielle automatisée) sont mises en place pour parer aux « maillons faibles » (comme les vulnérabilités logicielles) des systèmes.

Il est aussi tout à fait plausible que le cyberespace devienne plus hétérogène, c'est-à-dire qu'il serait constitué d'un réseau Internet connecté à l'échelon planétaire pour les besoins plus généraux, et complété par des intranets nationaux distincts à la sécurité rehaussée (par exemple, l'interface Internet serait maintenue, mais les réseaux individuels ne seraient pas reliés par des connexions en temps réel ou des protocoles d'exploitation compatibles)⁴⁶. Dans ce contexte, les décideurs canadiens auraient intérêt à réfléchir à la possibilité de négocier des cadres de gouvernance « hybrides » avec le secteur privé afin de permettre à l'ensemble du système de remonter à la source des menaces et d'être mieux équipé pour se défendre contre les prédateurs. Cette démarche pourrait nécessiter des compromis et créer des défis importants sur le plan de la gouvernance, dans la mesure où les entreprises privées sont beaucoup plus exposées aux cyberrisques que le secteur public. Étant donné le sous-financement criant et la fragmentation de la recherche sur le cyberespace dans le secteur public, le Canada devra peut-être élargir son approche pangouvernementale actuelle et s'associer à des organismes gouvernementaux, des sociétés ou des instituts de recherche asiatiques. Par contre, tout avantage tangible que le gouvernement pourrait en tirer sur le plan de la rapidité d'intervention, de la souplesse et de la connaissance de la situation risque de perdre tout intérêt s'il existe le moindre soupçon que la protection des renseignements personnels a été bafouée au profit de la souveraineté du Canada.

Ruée vers l'or bleu – L'eau en tant qu'avantage stratégique du Canada

Le Canada pourrait devoir prendre des décisions stratégiques concernant l'exploitation de ses abondantes réserves hydriques pour combler les besoins commerciaux, industriels et essentiels des pays asiatiques. Dans un avenir proche, on doit s'attendre à ce que les pays asiatiques se tournent de plus en plus souvent vers le Canada pour appuyer leurs activités de production ou de traitement à fort besoin en eau⁴⁷. La gestion des investissements et de l'accès aux ressources hydriques sera déterminante de la capacité du Canada à exploiter l'avantage stratégique qu'elles lui procurent. L'attraction d'industries à fort besoin en eau, la pénétration des marchés internationaux de cultures alimentaires à fort besoin en eau et la production de biens à forte teneur en eau réelle ou « virtuelle » (le volume total d'eau nécessaire à la production et au traitement d'un bien ou d'un service) sont autant de possibilités économiques à la portée du Canada⁴⁸. L'incapacité chronique des échelons fédéral et provinciaux d'arriver à un consensus sur l'importance stratégique de l'eau et les droits d'utilisation ou d'accès appropriés risque cependant de nuire au processus décisionnel. En effet, la concurrence que se livrent les divers ordres de gouvernement pour obtenir les investissements dans les secteurs à fort besoin en eau se traduit par une sous-valorisation de l'eau et des méthodes

d'exploitation non durables. En outre, l'expérience acquise par le Canada en matière de gestion conjointe avec les États-Unis de ses ressources aqueuses transfrontalières, sous l'égide de la Commission mixte internationale, pourrait servir à instaurer des pratiques exemplaires visant à dénouer les tensions liées aux eaux limitrophes dans la région maritime Indo-Pacifique.

Harmonisation des programmes pour promouvoir le rôle stratégique du Canada en Asie

Les disparités entre les perceptions des décideurs à tous les échelons, des intervenants et des citoyens canadiens risquent de polariser les visions de l'engagement du Canada en Asie. Plusieurs provinces, territoires et villes du Canada font des investissements économiques et diplomatiques importants en Asie, en tenant pour acquis qu'ils sont les mieux placés pour tirer avantage des opportunités offertes en matière de commerce et d'investissement en fonction de leurs besoins économiques. Des administrations municipales et provinciales signent des ententes avec divers ordres de gouvernement en Asie (qui ne sont pas forcément leurs homologues) et pilotent des missions commerciales dans cette région⁴⁹. Des groupes des Premières Nations explorent également les possibilités de renforcer leurs liens avec des pays asiatiques désireux d'investir au Canada⁵⁰. Dans un même temps, dans certaines parties du Canada, l'attitude affichée à l'égard de l'Asie dénote une certaine frilosité à l'égard des risques inhérents aux engagements stratégiques dans cette région comparativement aux partenaires habituels⁵¹. Une représentation unilatérale et non concertée des intérêts canadiens en Asie risque de donner une image incohérente des actions et des priorités du Canada sur la scène internationale, au détriment de sa réputation dans le monde. Le gouvernement fédéral pourrait continuer de jouer un rôle important pour aider les citoyens, les entreprises, les gouvernements et d'autres intervenants canadiens à reconnaître, à exploiter et à promouvoir leurs intérêts communs en Asie. L'influence grandissante des mégavilles asiatiques et d'autres acteurs non étatiques (les sociétés multinationales, notamment) pourrait obliger le Canada à institutionnaliser, à officialiser et à intégrer des mécanismes de para-diplomatie (relations étrangères sous-nationales et non étatiques, par exemple) dans sa stratégie d'engagement régional. L'un des principaux défis stratégiques qui attendent le Canada consistera à établir une stratégie exhaustive pour l'Asie de même qu'une base stable dans les pays considérés comme des « tigres montants » (ASANE, Inde, Vietnam et Indonésie) avant que ceux-ci ne soient davantage intégrés sur les plans politique et économique.



Références

¹ L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) comprend les dix pays suivants : Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, République démocratique populaire du Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam.

² Mahbubani, Kishore, et Rhoda Severino. 2014. « ASEAN: The way forward ». McKinsey & Company *Insights*, mai. http://www.mckinsey.com/insights/public_sector/asean_the_way_forward

³ Page, Jeremy. 2014. « China Sees Itself at Center of New Asian Order ». *The Wall Street Journal*, 9 novembre. <http://www.wsj.com/articles/chinas-new-trade-routes-center-it-on-geopolitical-map-1415559290>

« China to establish \$40 billion Silk Road infrastructure fund ». *Reuters*, 8 novembre 2014. <http://www.reuters.com/article/2014/11/08/us-china-diplomacy-idUSKBN0IS0BQ20141108>

⁴ « India, 20 others set up Asian Infrastructure Investment Bank ». *The Indian Express*, 24 octobre 2014. <http://indianexpress.com/article/business/economy/india-20-others-set-up-asian-infrastructure-investment-bank/>

⁵ Panda, Ankit. 2014. « China Creates New 'Asia for Asians' Security Forum ». *The Diplomat*, 15 septembre. <http://thediplomat.com/2014/09/china-creates-new-asia-for-asians-security-forum/>

Chin, Curtis. 2014. « Xi Jinping's 'Asia for Asians' mantra evokes imperial Japan ». *South China Morning Post*, 14 juillet. <http://www.scmp.com/comment/insight-opinion/article/1553414/xi-jinpings-asia-asians-mantra-evokes-imperial-japan>

New Asian security concept for new progress in security cooperation. Ministère chinois des Affaires étrangères, 28 mai 2014. Texte intégral du discours prononcé par le président chinois, Xi Jinping, dans le cadre du sommet intitulé Fourth Summit of the Conference on Interaction and Confidence Building Measures in Asia (21 mai 2014). http://www.china.org.cn/world/2014-05/28/content_32511846_2.htm

⁶ Jong-Wha, Lee. 2014. « China's new world order ». *economia*, 13 novembre. <http://economia.icaew.com/opinion/november-2014/chinas-new-world-order>

Glaser, Bonnie. 2014. *Notes from the Xiangshan Forum*. The Asia Maritime Transparency Initiative and The Center for Strategic and International Studies, 25 novembre. <http://amti.csis.org/notes-from-the-xiangshan-forum/>

« Why China is creating a new "World Bank" for Asia ». *The Economist*, 11 novembre 2014. <http://www.economist.com/blogs/economist-explains/2014/11/economist-explains-6>

Parameswaran, Prashanth. 2014. « The Truth About China's 'Big, Bad' Infrastructure Bank ». *The Diplomat*, 16 octobre. <http://thediplomat.com/2014/10/the-truth-about-chinas-big-bad-infrastructure-bank/>;

Desker, Barry. 2013. « Why the world must listen more carefully to Asia's rising powers ». *Europe's World*, 1^{er} février. http://europesworld.org/2013/02/01/why-the-world-must-listen-more-carefully-to-asias-rising-powers/#.VIC_vjHF98E

Werth, Matthew. 2013. « Effects of Collectivist vs. Individualist Approaches to Ethics on Sino-US Relations ». *Global Ethics Network*, 29 avril. <http://www.globoethicsnetwork.org/profiles/blogs/collectivist-vs-individualist-approaches-to-ethics-their-effects>

Vanoverbeke, Dimitri et Michael Reiterer. 2014. « ASEAN's Regional Approach to Human Rights: The Limits of the European Model? », dans *European Yearbook on Human Rights 2014*, p. 188. <http://tembusu.nus.edu.sg/docs/ASEANHR2014.pdf>

⁷ Emerson, David. 2013. « Comfortable Canada: But for how long? » *Options politiques*, juillet-août. <http://policyoptions.irpp.org/issues/summer-reading/emerson/>

Kelsey, Jane. 2013. « US-China Relations and the Geopolitics of the Trans Pacific Partnership Agreement (TPPA) ». *Global Research*, novembre. <http://www.globalresearch.ca/us-china-relations-and-the-geopolitics-of-the-trans-pacific-partnership-agreement-tppa/5357504>

⁸ Solis, Mireya. 2014. « China flexes its muscles at APEC with the revival of FTAAP ». *East Asia Forum*, 23 novembre. <http://www.eastasiaforum.org/2014/11/23/china-flexes-its-muscles-at-apec-with-the-revival-of-ftaap/>

⁹ Job, Brian. 2014. *Anticipating 'disruptive change' for Asia, 2030*. Rédigé pour Horizons de politiques Canada.

Singer, P.W. 2009. *Wired for War*. New York (N.Y.), Penguin Press. <http://wiredforwar.pwsinger.com/>

¹⁰ <http://foreignpolicy.com/2014/05/05/the-looming-robotics-gap/>

¹¹ <http://www.defenseone.com/technology/2014/05/every-country-will-have-armed-drones-within-ten-years/83878/>

http://www.defenseone.com/news/2015/04/new-pentagon-chief-carter-court-silicon-valley/110332/?oref=defenseone_today_nl

¹² Metrick, Andrew. 2015. « A Cold War Legacy: The Decline of Stealth ». *War on the Rocks*, 20 janvier. <http://warontherocks.com/2015/01/a-cold-war-legacy-the-decline-of-stealth/>

Bitzinger, Richard A. 2014. « Military Modernization in Asia », dans Thomas Mahnken et Dan Blumenthal, éd., *Strategy in Asia: The Past, Present, and Future of Regional Security*. Stanford (Calif.), Stanford University Press. Toshi Yoshihara. 2014. « Chinese Maritime Geography », dans Thomas Mahnken et Dan Blumenthal, éd., *Strategy in Asia: The Past, Present, and Future of Regional Security*. Stanford (Calif.), Stanford University Press.

¹³ Osborne, Hannah. 2014. « China Planning 'To Militarise Space' Against US Anti-Satellite Weapons ». *International Business Times*, 15 avril. <http://www.ibtimes.co.uk/china-planning-militarise-space-against-us-anti-satellite-weapons-1444895>

¹⁴ Dowdey, John, et coll. 2014. *Southeast Asia: The next growth opportunity in defense*. McKinsey Innovation Campus et Aerospace and Defense Practice, février.
http://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/dotcom/client_service/aerospace%20and%20defense/pdfs/sea%20defense%20report%202014%20-%20final.ashx

The Impact of New Military Capabilities in the Asia-Pacific. Institut international d'études stratégiques : Sommet sur la sécurité en Asie, 31 mai 2014.
<http://www.iiss.org/en/events/shangri%20la%20dialogue/archive/2014-c20c/special-sessions-b0a1/session-2-a1fc>

Page, Jeremy. 2014. « Deep Threat: China's Submarines Add Nuclear-Strike Capability, Altering Strategic Balance ». *Wall Street Journal*, 24 octobre. <http://www.wsj.com/articles/chinas-submarine-fleet-adds-nuclear-strike-capability-altering-strategic-balance-undersea-1414164738>

Russell Mead, Walter. 2014. « The Return of Geopolitics: The Revenge of the Revisionist Powers ». *Foreign Affairs*, mai-juin. <http://www.foreignaffairs.com/articles/141211/walter-russell-mead/the-return-of-geopolitics>

Roubini, Nouriel. 2014. « Global ground zero in Asia ». *CNBC*, 30 avril.
<http://www.cnbc.com/id/101628354#>

¹⁵ Brewster, David. 2014. « The Bay of Bengal: The Maritime Silk Route and China's Naval Ambitions ». *The Diplomat*, 14 décembre. <http://thediplomat.com/2014/12/the-bay-of-bengal-the-maritime-silk-route-and-chinas-naval-ambitions/>

Singh, Abhijit. 2015. « 'Blue-Water' Navies in the Indian Ocean Region ». *The Diplomat*, 21 janvier.
<http://thediplomat.com/2015/01/blue-water-navies-in-the-indian-ocean-region/>

Sandilya, Hrishabh. 2014. « India, Iran, and the West ». *The Diplomat*, 8 novembre.
<http://thediplomat.com/2014/11/india-iran-and-the-west/>

Brewster, David. 2014. « Sri Lanka tilts to Beijing ». *East Asia Forum*, 26 novembre.
<http://www.eastasiaforum.org/2014/11/26/sri-lanka-tilts-to-beijing/>

Berkshire Miller, J. 2014. « China Making A Play At Bangladesh? » *Forbes*, 3 janvier.
<http://www.forbes.com/sites/jonathanmiller/2014/01/03/china-making-a-play-at-bangladesh/>

Smith, Jeff. 2014. « Andaman and Nicobar Islands: India's Strategic Outpost ». *The Diplomat*, 18 mars.
<http://thediplomat.com/2014/03/andaman-and-nicobar-islands-indias-strategic-outpost/>

¹⁶ Tellis, Ashley, Abraham Denmark et Travis Tanner (éd.). 2013. *Asia in the Second Nuclear Age*. Washington (D.C.), National Bureau of Asian Research. http://carnegeendowment.org/files/SA13_Tellis.pdf

Cronin, Patrick, et coll. 2013. *The Emerging Asia Power Web: The Rise of Bilateral Intra-Asian Security Ties*. Center for a New American Security, 10 juin. http://www.cnas.org/publications/emerging-asia-power-web#.VI8-CyvF_h4

¹⁷ Louie, Gilman. 2013. « I 3D-Printed An AR-15 Assault Rifle – And It Shoots Great! » *Business Insider*, décembre. <http://www.businessinsider.com/i-3d-printed-an-ar-15-assault-rifle--and-it-shoots-great-2013-12>

¹⁸ Kilcullen, David. 2013. *Out of the Mountains: The Coming Age of the Urban Guerrilla*. London (Royaume-Uni), Oxford University Press.

¹⁹ Les flux financiers illicites cumulatifs de l'Asie pour la période de 2003 à 2012 sont estimés à 2,6 mille milliards de dollars. À elles seules, les pertes de la Chine sont estimées à 1,08 mille milliards de dollars, tandis que les pertes totales de la Russie s'élèvent à 211,5 milliards de dollars de 1994 à 2011. Sarah Freitas et Dev Kar. 2013. « Russia: Illicit Financial Flows and the Underground Economy ». *Global Financial Integrity*, 13 février. <http://www.gfintegrity.org/report/country-case-study-russia/>

IBTimes. 2012. *The Great Escape: Suspected Corrupt Bureaucrats (And Their Billions) Flee China in Drones*, 6 juin. <http://www.ibtimes.com/great-escape-suspected-corrupt-bureaucrats-and-their-billions-flee-china-drones-701746>

Rajagopalan, Megha. 2014. « Canada, China to sign deal on return of fugitives' seized assets ». *Reuters*, 15 décembre. <http://www.reuters.com/article/2014/12/15/us-china-canada-corruption-idUSKBN0JT0EV20141215>

²⁰ Marr, Garry. 2014. « CMHC tackles foreign ownership in Canada's housing market for first time ». *Financial Post*, 16 décembre. <http://business.financialpost.com/2014/12/16/cmhc-tackles-foreign-ownership-in-canadas-housing-market-for-first-time/>

²¹ Mayer, Benoit. 2011. « The International Legal Challenges of Climate-Induced Migration: Proposal for an International Legal Framework ». *Colorado Journal of Environmental Law and Policy*, vol. 22, n° 3. <http://www.colorado.edu/law/sites/default/files/Mayer%20%28Corrected%29-S.pdf>.

²² The Fund for Peace. 2015. *Fragile State Index*. <http://library.fundforpeace.org/library/fragilestatesindex-2015.pdf>

²³ Rothkopf, David. 2014. « What If the United States Had a Middle East Strategy? » *Foreign Policy*, 11 août. <http://foreignpolicy.com/2014/08/12/what-if-the-united-states-had-a-middle-east-strategy/>

Harrison, Selig. 2008. « 'Pashtunistan': The Challenge to Pakistan and Afghanistan ». *Analyses of the Elcano Royal Institute*, n° 37 (Real Instituto Elcano, Espagne), 2 avril. http://www.realinstitutoelcano.org/wps/wcm/connect/5c14d3004f018b08ace5ec3170baead1/ARI37-2008_Harrison_Pashtunistan_Afghanistan_Pakistan.pdf?MOD=AJPERES&CACHEID=5c14d3004f018b08ace5ec3170baead1

²⁴ Rotberg, Robert. (éd.). 2003. *When States Fail: Causes and Consequences*. Princeton (N.J.), Princeton University Press. <http://press.princeton.edu/titles/7666.html>

²⁵ *Global Governance Monitor: Armed Conflict*. 2013. Vidéo du Council on Foreign Relations. <http://www.cfr.org/global-governance/global-governance-monitor/p18985#!/armed-conflict#issue-brief>

²⁶ Clarke, Richard A. 2010. *Cyber War: The Next Threat To National Security And What Do About It*. New York (N.Y.), HarperCollins.

²⁷ Linnell, Jarno. 2014. « NATO's September Summit Must Confront Cyber Threats ». *Breaking Defense*, août. <http://breakingdefense.com/2014/08/natos-september-summit-must-confront-cyber-threats/>

²⁸ Gouré, Daniel. 2014. *Private Companies Will Be The Core Of A New "Offset" Strategy Against Cyber Attacks*. Lexington Institute, 12 août. <http://www.lexingtoninstitute.org/private-companies-will-be-the-core-of-a-new-offset-strategy-against-cyber-attacks/#sthash.4vo4NJBj.dpuf>

Chickowski, Ericka. 2014. « Internet Of Things Contains Average Of 25 Vulnerabilities Per Device ». *Dark Reading*, juillet. <http://www.darkreading.com/vulnerabilities---threats/internet-of-things-contains-average-of-25-vulnerabilities-per-device/d/d-id/1297623>

²⁹ Lynch, Justin. 2014. *The Counterinsurgency Paradigm Shift*. Blogue War on the Rocks, 20 novembre. <http://warontherocks.com/author/justin-lynch/>

³⁰ Organisation des Nations Unies. 2014. *An International Code of Conduct for Information Security: China's perspective on building a peaceful, secure, open and cooperative cyberspace*. Soumission aux Nations Unies, 10 février. <http://www.unidir.ch/files/conferences/pdfs/a-cyber-code-of-conduct-the-best-vehicle-for-progress-en-1-963.pdf>

Lewis, James A. 2013. *Asia: The Cybersecurity Battleground*. Center for Strategic and International Studies, 23 juillet. http://csis.org/files/attachments/130723_jimlewis_testimony_v2.pdf

Farnsworth, Timothy. 2011. *China and Russia Submit Cyber Proposal*. Arms Control Association, 2 novembre. https://www.armscontrol.org/act/2011_11/China_and_Russia_Submit_Cyber_Proposal

Sterner, Eric. 2014. « China, Russia Resume Push for Content Restrictions in Cyberspace ». *World Politics Review*, 1^{er} mai. <http://www.worldpoliticsreview.com/articles/13745/china-russia-resume-push-for-content-restrictions-in-cyberspace>

³¹ Shackelford, Scott J. 2014. *Managing Cyber Attacks in International Law, Business, and Relations: In Search of Cyber Peace*, juillet. London (Royaume-Uni), Cambridge University Press.

³² Schnurer, Eric. 2014. « Welcome to E-stonia: Estonia shows what virtual citizenship could look like ». *U.S. News*, 4 décembre. <http://www.usnews.com/opinion/blogs/eric-schnurer/2014/12/04/estonias-e-citizenship-may-mark-the-beginning-of-the-virtual-state>.

³³ Asia Society. 2009. *Asia's Next Challenge: Securing the Region's Water Future*, avril. <http://asiasociety.org/asias-next-challenge-securing-regions-water-future-0>

Kaiman, Jonathan. 2014. « China says more than half of its groundwater is polluted ». *The Guardian*, 23 avril. <http://www.theguardian.com/environment/2014/apr/23/china-half-groundwater-polluted>

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. 2011. « Water availability and use », dans *Statistical Yearbook for Asia and the Pacific 2011*. <http://www.unescap.org/stat/data/syb2011/ii-environment/water-availability-and-use.asp>

³⁴ Chellaney, Brahma. 2012. « Asia's Worsening Water Crisis ». *Survival*, vol. 54, n° 2, avril-mai. <http://chellaney.net/2012/03/17/asias-worsening-water-crisis/>;
Chatham House, the Royal Institute of International Affairs. 2014. *Water is a Growing Source of Tension and Insecurity Across South Asia*, 27 juin. <http://www.chathamhouse.org/news/2014-06-27-water-growing-source-tension-and-insecurity-across-south-asia>

Price, Gareth, et coll. 2014. « Attitudes to Water in South Asia ». *Chatham House, the Royal Institute of International Affairs*, juin. http://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20140627WaterSouthAsia.pdf

« Growing water tensions in Central Asia ». *Eurasia Review*, 15 septembre 2014.

Wasleka, Sundeep. 2012. « Will Water Scarcity Increase Tensions Across Asia? » *Forbes*, 1^{er} octobre. <http://www.forbes.com/2012/01/09/forbes-india-water-wars-across-asia.html>

Brown, Lester. 2013. « The real threat to our future is peak water ». *The Guardian*, 6 juillet. <http://www.theguardian.com/global-development/2013/jul/06/water-supplies-shrinking-threat-to-food>

Green, Peter S. 2012. « Peak Water: The Rise and Fall of Cheap, Clean H₂O ». *Bloomberg News*, 6 février. <http://www.bloomberg.com/news/2012-02-06/peak-water-the-rise-and-fall-of-cheap-clean-h2o.html>

Powell, Simon. 2010. *Thirsty Asia 2: How do we respond to peak water?* CLSA Asia-Pacific Markets, janvier. <https://www.clsa.com/assets/files/reports/CLSA-Thirsty-Asia-2.pdf>

³⁵ Katz, Cheryl. 2014. « New Desalination Technologies Spur Growth in Recycling Water ». *Yale Environment 360*, 3 juin. http://e360.yale.edu/feature/new_desalination_technologies_spur_growth_in_recycling_water/2770/

Nuclear Energy Institute. 2014. *Water Desalination*. <http://www.nei.org/Knowledge-Center/Other-Nuclear-Energy-Applications/Water-Desalination>

³⁶ Ninkovic, Nina et Jean-Pierre Lehmann. 2013. « Tibet and 21st Century Water Wars ». *The Globalist*, 11 juillet. <http://www.theglobalist.com/tibet-and-21st-century-water-wars/>

Vidal, John. 2013. « China and India 'water grab' dams put ecology of Himalayas in danger ». *The Guardian*, 10 août. <http://www.theguardian.com/global-development/2013/aug/10/china-india-water-grab-dams-himalayas-danger>

Dien, An . 2014. « Mekong River at risk as Laos forges ahead with dam-building spree ». *Thanh Nien News*, 14 avril. <http://www.thanhniennews.com/politics/mekong-river-at-risk-as-laos-forges-ahead-with-dambuilding-sprees-25310.html>

³⁷ « Growing water tensions in Central Asia ». *Eurasia Review*, 15 septembre 2014.

Dominguez, Gabriel. 2014. « Central Asia's intensifying water dispute ». *Deutsche Welle*, 12 septembre. <http://www.dw.de/central-asias-intensifying-water-dispute/a-17917965>

³⁸ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. 2014. *World Urbanization Prospects: The 2014 Revision*. <http://esa.un.org/unpd/wup/Highlights/WUP2014-Highlights.pdf>

« Bright lights, big cities ». *The Economist*, 4 février 2015. <http://www.economist.com/node/21642053>

³⁹ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. 2014. *World Urbanization Prospects: The 2014 Revision*. <http://esa.un.org/unpd/wup/Highlights/WUP2014-Highlights.pdf>
Engelke, Peter. 2013. *Foreign Policy for an Urban World: Global Governance and the Rise of Cities*. Strategic Foresight Initiative, Atlantic Council. <http://www.atlanticcouncil.org/publications/issue-briefs/foreign-policy-for-an-urban-world-global-governance-and-the-rise-of-cities>

⁴⁰ L'*Asian Network of Major Cities 21* (<http://www.anmc21.org/english/>) et le *C40 Cities Climate Leadership Group* (<http://www.c40.org/>) en sont des exemples.

⁴¹ Khanna, Parag. 2014. « Nations are no longer driving globalization – cities are ». *Quartz*, 9 janvier. <http://qz.com/80657/the-return-of-the-city-state/>

⁴² McCurry, Justin. 2012. « Tokyo's rightwing governor plans to buy disputed Senkaku Islands ». *The Guardian*. <http://www.theguardian.com/world/2012/apr/19/tokyo-governor-senkaku-islands-china>.

⁴³ Low, Donald. 2014. « The end of the Singapore Consensus ». *Vox*, juillet. <http://www.vox.com/2014/7/24/5934449/the-end-of-the-singapore-consensus>.

⁴⁴ Jakobson, Linda et Seong-Hyon Lee. 2013. *The North East Asian States' Interests in the Arctic and Possible Cooperation with the Kingdom of Denmark*. Stockholm International Peace Research Institute, avril. <http://www.sipri.org/research/security/arctic/arcticpublications/NEAsia-Arctic.pdf>

Wilson, Page. 2013. « Asia Eyes The Arctic ». *The Diplomat*, 26 août. <http://thediplomat.com/2013/08/asia-eyes-the-arctic/>

Lackenbauer, Whitney. 2014. « Canada and the Asian Observers to the Arctic Council: Anxiety and Opportunity ». *Asia Policy*, n° 18, juillet. <http://www.nbr.org/publications/element.aspx?id=761>

⁴⁵ Rudner, Martin. 2012. *Évaluation des cybermenaces pesant contre les infrastructures du Canada*. Rapport préparé pour le Service canadien du renseignement de sécurité. http://publications.gc.ca/collections/collection_2013/scrs-csis/PS74-1-2012-fra.pdf

⁴⁶ Clarke, Richard A. 2010. *Cyber War: The Next Threat to National Security and What Do About It*. New York (N.Y.), HarperCollins.

⁴⁷ Jervey, Ben. 2014. « Exporting the Colorado River to Asia, Through Hay ». *National Geographic*, 24 janvier. <http://news.nationalgeographic.com/news/2014/01/140123-colorado-river-water-alfalfa-hay-farming-export-asia/>

⁴⁸ Royal Geographical Society. 2014. « What is virtual water? » *21st Century Challenges*.
<http://www.21stcenturychallenges.org/60-seconds/what-is-virtual-water/>

Virtual Water. 2004. *Virtual Water – Water for our Future*, 19 août.

⁴⁹ Hampson, Fen Osler et Derek H. Burney. 2014. *Brave New Canada: Meeting the Challenge of a Changing World*. Montréal (Qc), McGill-Queen's University Press.

⁵⁰ *Edward John: Why BC's First Nations Need a China Strategy*. 2014. Vidéo de la Fondation Asie Pacifique du Canada, 9 août. <http://www.asiapacific.ca/thenationalconversationonasia/video-gallery/edward-john-why-bcs-first-nations-need-china-strategy>

⁵¹ Fondation Asie Pacifique du Canada. 2014. *Canada-Asia Relations: Now for the Hard Part*. Discours prononcé au Canadian Club of Toronto par Yuen Pau Woo, juin.
https://www.asiapacific.ca/sites/default/files/filefield/yuen_pau_woo_speech_to_the_canadian_club_toronto_june_11_0.pdf